



Le 6 novembre 2025

Pour publication immédiate

QUÉBECOR INC. ANNONCE SES RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Montréal (Québec) – Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») communique aujourd'hui ses résultats financiers consolidés pour le troisième trimestre 2025.

Faits saillants du troisième trimestre 2025

- Québecor a enregistré au troisième trimestre 2025 des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 581,8 M\$, en hausse de 35,6 M\$ (6,5 %), un BAIIA ajusté¹ de 628,1 M\$, en hausse de 34,0 M\$ (5,7 %), soit une augmentation dans tous les secteurs de la Société, et des revenus de 1,41 G\$, en hausse de 15,8 M\$ (1,1 %), par rapport au même trimestre 2024.
- Le secteur Télécommunications a affiché pour sa part des hausses de 16,6 M\$ (2,8 %) de son BAIIA ajusté, de 13,0 M\$ (1,1 %) de ses revenus et de 3,3 M\$ (0,8 %) de ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés² au troisième trimestre 2025.
- Augmentations nettes de 113 800 lignes (2,7 %) en téléphonie mobile, de 10 500 clients (0,6 %) en accès Internet et de 94 100 (1,2 %) unités génératrices de revenus (« UGR »)³ totales du secteur Télécommunications.
- Au troisième trimestre 2025, les secteurs Média et Sports et divertissement ont affiché des hausses respectives de 8,7 M\$ (59,2 %) et 3,3 M\$ (28,2 %) de leur BAIIA ajusté.
- Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Québecor de 236,1 M\$ (1,03 \$ par action de base), en hausse de 47,1 M\$ (0,22 \$ par action de base) ou 24,9 %.
- Bénéfice net ajusté⁴ de 241,6 M\$ (1,05 \$ par action de base), en hausse de 49,4 M\$ (0,23 \$ par action de base) ou 25,7 %.
- Baisse du ratio d'endettement net consolidé⁵ à 3,03x, toujours le plus bas parmi les principales entreprises de l'industrie des télécommunications au Canada.
- Depuis la fin du deuxième trimestre 2025, Vidéotron ltée (« Vidéotron ») a annoncé l'expansion de ses services Internet et télé que propose la technologie Helix à plus de 180 000 foyers dans les villes de Drummondville, Magog, Rimouski, Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières, Salaberry-de-Valleyfield et Huntingdon, ainsi que dans de nombreuses villes du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Cette nouvelle offre s'ajoute aux services sans fil de Vidéotron déjà offerts dans ces secteurs, permettant ainsi aux familles de bénéficier d'une vaste gamme de solutions de télécommunication sous un même toit.
- Le 29 août 2025, en partenariat avec l'entreprise Ecotel inc. et avec le soutien du gouvernement du Québec, Vidéotron a annoncé l'agrandissement de la zone de couverture et d'abonnement à ses services sans fil en Haute-Mauricie, permettant à plus de 10 000 résidents de s'abonner à ses services mobiles tout en offrant une connectivité renforcée sur plusieurs tronçons routiers. Cette initiative marque une étape importante dans l'amélioration de l'accès aux communications mobiles dans cette région du Québec.
- Le 27 août 2025, Freedom Mobile Inc. (« Freedom ») a annoncé l'expansion de sa zone d'abonnement sans fil à Chatham-Kent, en Ontario. Les nouvelles zones desservies incluent, entre autres, Chatham, Ridgetown, Wallaceburg, Blenheim, Dresden, Thamesville et Bothwell. Les résidents peuvent désormais profiter des forfaits compétitifs de Freedom, y compris l'offre innovante « Roam Beyond », tout en accédant à son réseau sans fil rapide et fiable.

¹ Voir « Définitions – BAIIA ajusté ».

² Voir « Définitions – Flux de trésorerie d'exploitation ajustés ».

³ Voir « Définitions – Indicateur de rendement ».

⁴ Voir « Définitions – Bénéfice net ajusté ».

⁵ Voir « Définitions – Ratio d'endettement net consolidé ».

- Le 6 octobre 2025, Vidéotron a annoncé qu'une étude Léger réalisée du 17 juillet au 2 août 2025 la classait comme l'entreprise de télécommunications la plus choisie des Québécoises et des Québécois. Confirmant sa position de leader en matière de service client parmi les fournisseurs de télécommunications au Québec, Vidéotron se distingue par d'excellents résultats, tout en étant reconnue comme l'entreprise de télécommunications la plus fiable et la plus digne de confiance de son secteur d'activités au Québec, selon cette même étude.
- Le 21 octobre 2025, Vidéotron a annoncé le prix de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ portant intérêt à un taux de 3,950 % et venant à échéance le 15 octobre 2032. La clôture du placement devrait avoir lieu le ou vers le 20 novembre 2025, sous réserve des conditions de clôture habituelles. Vidéotron a l'intention d'utiliser le produit net tiré de ce placement, ainsi que l'encaisse disponible, pour financer le remboursement anticipé conditionnel de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,125 % et échéant le 15 avril 2027, et le règlement des contrats de couverture afférents.

Déclaration de Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor :

« Québecor continue d'afficher, trimestre après trimestre, un solide rendement financier, comme l'illustrent, au cours du troisième trimestre 2025, les hausses de 18,7 % de ses flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation¹, de 5,7 % de son BAIIA ajusté – en progression pour l'ensemble de ses secteurs d'activités –, de 1,1 % de ses revenus et de 25,7 % de son bénéfice net ajusté. Forts de ces excellents résultats découlant d'une gestion rigoureuse et disciplinée, nous avons réussi à réduire notre dette nette consolidée de plus de 300 M\$ au troisième trimestre 2025, et de près de 700 M\$ au cours des douze derniers mois, abaissant de nouveau notre ratio d'endettement net consolidé à 3,03x au 30 septembre 2025, toujours le plus bas ratio parmi les principales entreprises de l'industrie des télécommunications au Canada.

Le secteur Télécommunications a, pour sa part, poursuivi sur sa lancée au cours du troisième trimestre 2025, enregistrant des hausses de 2,8 % de son BAIIA ajusté, de 6,4 % de ses revenus de service de téléphonie mobile et de 1,1 % de ses revenus totaux, ainsi que de 0,8 % de ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés, et ce, après des investissements accrus de 13 M\$ au cours du trimestre. Cette réussite repose avant tout sur notre capacité à attirer et à fidéliser une clientèle toujours plus nombreuse, grâce à une gamme de produits innovants offerts à tarifs hautement concurrentiels. Au cours du trimestre, nos marques ont continué à gagner des parts de marché importantes à l'échelle canadienne, comme en témoigne l'ajout de 113 800 (2,7 %) lignes en téléphonie mobile et de 323 100 nouvelles lignes (8,1 %) au cours des douze derniers mois, soit les meilleurs taux de croissance de l'industrie au Canada.

Au cours du troisième trimestre 2025, nous avons poursuivi l'expansion de nos services Internet et télé Helix, désormais accessibles à plus de 180 000 nouveaux foyers dans plusieurs villes du Québec, notamment Drummondville, Magog, Rimouski, Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières, Salaberry-de-Valleyfield et Huntingdon, ainsi que dans de nombreuses villes du Saguenay–Lac-Saint-Jean. De plus, fidèle à notre engagement d'améliorer l'accès aux communications mobiles au sein des régions, Vidéotron a étendu la couverture de ses services sans fil en Haute-Mauricie, en partenariat avec Ecotel et grâce au soutien du gouvernement du Québec, permettant ainsi à plus de 10 000 résidents de s'abonner à ses services mobiles. Parallèlement, Freedom Mobile a élargi sa zone de service afin d'inclure la région de Chatham-Kent, en Ontario, offrant aux résidents de cette région l'accès à nos forfaits concurrentiels, dont l'offre innovante « Roam Beyond », sur un réseau rapide et fiable. Ces multiples élargissements du territoire de desserte effectués au cours des derniers trimestres, jumelés aux ententes d'itinérance conclues conformément au réseau mobile virtuel (ERMV) du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), permettent désormais à Vidéotron, Fizz et Freedom de rejoindre plus de 83 % de la population canadienne.

Par ailleurs, nous sommes particulièrement fiers des résultats de la plus récente étude Léger, qui confirment que Vidéotron demeure le leader incontesté au Québec en matière de service à la clientèle parmi les fournisseurs de télécommunications. Vidéotron y est également reconnue comme l'entreprise la plus fiable et la plus digne de confiance du secteur, une distinction qui témoigne de la qualité exceptionnelle de l'expérience client que nous nous engageons à offrir, jour après jour.

Vidéotron a également annoncé avoir fixé, en octobre 2025, le prix de son placement privé de billets de premier rang d'un montant de 800 M\$, portant intérêt à un taux de 3,95% et échéant en 2032. Le succès de cette offre réaffirme le positionnement de l'entreprise comme l'un des chefs de file des opérateurs canadiens de télécommunications. La très importante demande des investisseurs et les conditions avantageuses obtenues, dont l'écart de crédit 7 ans – le plus faible observé dans le secteur canadien des télécommunications –, témoignent de la robustesse de nos assises financières, de notre gestion rigoureuse et de nos perspectives de croissance.

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») a généré des revenus de 106,2 M\$, en baisse de 6,2 M\$ (-5,5 %) au troisième trimestre 2025 et de 355,3 M\$, en baisse de 30,3 M\$ (-7,8 %) après les neuf premiers mois de 2025. Bien que Groupe TVA ait affiché un BAIIA ajusté de 18,5 M\$ au troisième trimestre 2025, et ce, en raison des nombreuses mesures de restructuration mises en œuvre lors des deux

¹ Voir « Définitions – Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation »

dernières années et de certains ajustements rétroactifs favorables non récurrents en 2025, force est de constater que cela ne suffit pas à atteindre la rentabilité au terme des neuf premiers mois de l'exercice. Ces mesures ne sont en aucun cas suffisantes, ni soutenables à moyen terme pour assurer la pérennité de nos activités, particulièrement en raison du déclin accéléré et continu des revenus publicitaires, auquel s'ajoute l'absence de superproductions étrangères dans les studios de MELS. Dans ce contexte, il est plus qu'impératif que les gouvernements posent à leur tour les gestes nécessaires pour appuyer durablement les entreprises médiatiques d'ici.

Malheureusement, le gouvernement fédéral a complètement ignoré notre secteur d'activités et fait fi de la crise qui frappe de plein fouet l'industrie de la télédiffusion. En effet, aucun crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique à la télévision n'a été prévu, aucun incitatif fiscal n'a été annoncé pour encourager l'achat de publicité dans les médias québécois et canadiens et aucune précision n'a été donnée quant à la date de remboursement de la taxe sur les services numériques déjà versée par les télédiffuseurs privés. De plus, une enveloppe additionnelle de 150 M\$ a été ajoutée au financement annuel de CBC/Radio-Canada, sans engagement quant au retrait de la publicité sur ses plateformes et sans aucune mesure visant à freiner la concurrence commerciale déloyale que le diffuseur public exerce à l'égard des stations de télévision privées canadiennes. Il est regrettable que ce nouveau gouvernement ait manqué l'occasion de soutenir une industrie qui se fragilise toujours davantage et qui voit ses emplois disparaître à un rythme alarmant. Du côté du gouvernement du Québec, nous réitérons l'urgence d'agir pour mettre en œuvre les recommandations formulées dans le rapport du Groupe de travail sur l'avenir de l'audiovisuel au Québec, déposé en octobre 2025, et déployer sans délai les mesures concrètes qui en découlent.

Sur le plan de l'écoute télévisuelle, le secteur Télédiffusion de Groupe TVA demeure une référence incontournable pour la population québécoise. Fort de ses 41,2 parts de marché au troisième trimestre 2025 – une hausse de 2,2 parts par rapport à 2024 –, Groupe TVA surpasse la somme des parts combinées de ses deux principaux concurrents. Le Réseau TVA conserve sa position de chef de file des chaînes généralistes francophones, porté par des émissions rassembleuses comme *Chanteurs masqués*, qui réunit en moyenne plus de 1,5 million de téléspectateurs et atteint 52,9 parts de marché. Du côté des chaînes spécialisées, LCN demeure la référence en information, avec 8,0 parts de marché, en hausse de 0,9 part par rapport à la même période de 2024, tandis que TVA Sports enregistre un gain notable de 1,4 part au troisième trimestre 2025 par rapport à la période correspondante de 2024.

Poursuivant l'engagement du fondateur de Québecor, Pierre Péladeau, à contribuer activement au développement et au bien-être de la collectivité, nous sommes fiers du don de 2 millions de dollars remis par Québecor à la Fondation sablon, un organisme qui offre aux enfants issus de milieux défavorisés la chance de s'épanouir grâce au sport et au plein air. Cette contribution permettra de soutenir la réfection complète du Centre aquatique Québecor, un projet qui renforcera l'accès à des installations de qualité pour les jeunes et les familles. Dans le même esprit, nous poursuivons notre appui à l'entrepreneuriat universitaire, notamment par le biais de la 27^e édition des Bourses Pierre-Péladeau, remises à cinq entreprises lauréates se partageant plus de 200 000 \$ en prix. Ces bourses visent à encourager l'innovation, la créativité et l'audace des entrepreneurs d'ici.

Québecor demeure résolument engagée à renforcer sa position de chef de file canadien des télécommunications, en misant sur une croissance axée sur la rentabilité, un solide bilan financier et une création de valeur à long terme. Nous continuerons également d'investir de manière disciplinée afin d'offrir la meilleure expérience client qui soit, accessible à un nombre croissant de Canadiennes et de Canadiens, tout en bâtissant un avenir durable pour l'ensemble de nos parties prenantes. »

Mesures non normalisées selon les IFRS

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et le ratio d'endettement net consolidé ainsi que des indicateurs clés de rendement, dont l'UGR. Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et de l'indicateur clé de rendement utilisés par la Société, dans ce communiqué, sont présentées dans la section « Définitions ».

Tableau financier

Tableau 1

Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Résultats				
Revenus :				
Télécommunications	1 216,2	\$ 1 203,2	\$ 3 563,1	\$ 3 569,6
Média	152,1	155,1	491,1	508,3
Sports et divertissement	68,3	64,0	169,5	156,1
Intersectoriels	(31,1)	(32,6)	(94,7)	(94,6)
	1 405,5	1 389,7	4 129,0	4 139,4
BAlIA ajusté (BAlIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	602,5	585,9	1 793,4	1 769,5
Média	23,4	14,7	14,1	16,9
Sports et divertissement	15,0	11,7	23,2	16,6
Siège social	(12,8)	(18,2)	(47,9)	(24,5)
	628,1	594,1	1 782,8	1 778,5
Amortissement	(213,6)	(232,9)	(642,7)	(706,7)
Frais financiers	(85,0)	(100,6)	(263,5)	(317,6)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(8,0)	(5,1)	(18,7)	(14,3)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	—	—	—	15,5
Impôts sur le bénéfice	(82,8)	(65,6)	(218,7)	(191,3)
Bénéfice net	238,7	\$ 189,9	\$ 639,2	\$ 564,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	236,1	\$ 189,0	\$ 644,5	\$ 569,8
Bénéfice net ajusté	241,6	192,2	653,5	560,4
Par action de base :				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	1,03	0,81	2,80	2,46
Bénéfice net ajusté	1,05	0,82	2,84	2,42

Tableau 1 (suite)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Dépenses en immobilisations :				
Télécommunications	162,1	\$ 148,8	\$ 454,1	\$ 443,8
Média	2,3	8,2	6,2	25,4
Sports et divertissement	1,1	1,5	3,8	4,8
Siège social	0,2	0,3	0,2	0,5
	165,7	158,8	464,3	474,5
Acquisitions de licences de spectre	–	–	–	298,9
Flux de trésorerie :				
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés :				
Télécommunications	440,4	437,1	1 339,3	1 325,7
Média	21,1	6,5	7,9	(8,5)
Sports et divertissement	13,9	10,2	19,4	11,8
Siège social	(13,0)	(18,5)	(48,1)	(25,0)
	462,4	435,3	1 318,5	1 304,0
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation	443,9	374,0	1 056,6	817,4
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	581,8	546,2	1 540,0	1 326,6
			30 sept. 2025	31 déc. 2024
Bilan				
Espèces et quasi-espèces			244,9	\$ 61,8
Fonds de roulement			(287,8)	(36,0)
Actif net lié aux instruments financiers dérivés			86,2	141,2
Actif total			12 791,9	12 998,7
Emprunts bancaires			–	6,7
Dette à long terme totale (y compris la portion à court terme)			7 117,9	7 619,7
Obligations locatives (court et long terme)			398,6	409,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			2 481,6	2 157,2
Capitaux propres			2 583,4	2 264,7
Ratio d'endettement net consolidé			3,03x	3,31x

Comparaison des troisièmes trimestres 2025 et 2024

Revenus de 1,41 G\$, en hausse de 15,8 M\$ (1,1 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (13,0 M\$ ou 1,1 % des revenus du secteur) et Sports et divertissement (4,3 M\$ ou 6,7 %).
- Diminution dans le secteur Média (3,0 M\$ ou -1,9 %).

BAIIA ajusté de 628,1 M\$, en hausse de 34,0 M\$ (5,7 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (16,6 M\$ ou 2,8 % du BAIIA ajusté du secteur), Média (8,7 M\$ ou 59,2 %) et Sports et divertissement (3,3 M\$ ou 28,2 %).
- Écart favorable au siège social (5,4 M\$).
- Écart favorable de 2,7 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au troisième trimestre 2025, par rapport à la même période de 2024.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 236,1 M\$ (1,03 \$ par action de base) au troisième trimestre 2025, contre 189,0 M\$ (0,81 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 47,1 M\$ (0,22 \$ par action de base) ou 24,9 %.

- Les écarts favorables s'expliquent principalement par :
 - la hausse de 34,0 M\$ du BAIIA ajusté ;
 - la baisse de 19,3 M\$ liée à la charge d'amortissement ;
 - la diminution de 15,6 M\$ liée aux frais financiers.
- Les écarts défavorables s'expliquent par :
 - la hausse de 17,2 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
 - l'écart défavorable de 2,9 M\$ lié à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres.

Bénéfice net ajusté de 241,6 M\$ (1,05 \$ par action de base) au troisième trimestre 2025, contre 192,2 M\$ (0,82 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 49,4 M\$ (0,23 \$ par action de base) ou 25,7 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 462,4 M\$, en hausse de 27,1 M\$ (6,2 %) au troisième trimestre 2025, expliquée par la hausse de 34,0 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par l'augmentation de 6,9 M\$ des dépenses en immobilisations.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 581,8 M\$, en hausse de 35,6 M\$ (6,5 %) au troisième trimestre 2025, expliquée principalement par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse de la portion monétaire des frais financiers, contrebalancées en partie par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation.

Comparaison des neuf premiers mois de 2025 et 2024

Revenus de 4,13 G\$, en baisse de 10,4 M\$ (-0,3 %).

- Diminution dans les secteurs Média (17,2 M\$ ou -3,4 %) et Télécommunications (6,5 M\$ ou -0,2 %).
- Augmentation dans le secteur Sports et divertissement (13,4 M\$ ou 8,6 %).

BAIIA ajusté de 1,78 G\$, en hausse de 4,3 M\$ (0,2 %), malgré la hausse de 44,0 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions, attribuable à la variation importante de la juste valeur des options d'achat d'actions et des unités d'actions de Québecor.

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (23,9 M\$ ou 1,4 %) et Sports et divertissement (6,6 M\$ ou 39,8 %).
- Écart défavorable au siège social (23,4 M\$) et dans le secteur Média (2,8 M\$ ou -16,6 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 644,5 M\$ (2,80 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 569,8 M\$ (2,46 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 74,7 M\$ (0,34 \$ par action de base) ou 13,1 %.

- Les écarts favorables s'expliquent principalement par :
 - la baisse de 64,0 M\$ liée à la charge d'amortissement ;
 - la diminution de 54,1 M\$ liée aux frais financiers ;
 - la hausse de 4,3 M\$ du BAIIA ajusté.
- Les écarts défavorables s'expliquent surtout par :
 - la hausse de 27,4 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
 - l'écart défavorable de 15,5 M\$ lié au gain sur évaluation et conversion des instruments financiers ;
 - l'écart défavorable de 4,4 M\$ lié à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres.

Bénéfice net ajusté de 653,5 M\$ (2,84 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 560,4 M\$ (2,42 \$ par action de base) à la même période de 2024, soit une hausse de 93,1 M\$ (0,42 \$ par action de base) ou 16,6 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,32 G\$, en hausse de 14,5 M\$ (1,1 %), expliquée par la baisse de 10,2 M\$ des dépenses en immobilisations et par la hausse de 4,3 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,54 G\$, en hausse de 213,4 M\$ (16,1 %), expliquée principalement par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et la baisse de la portion monétaire des frais financiers, contrebalancés en partie par la hausse des impôts exigibles.

Opérations de financement

Le 21 octobre 2025, Vidéotron a annoncé le prix de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ portant intérêt à un taux de 3,950 % et venant à échéance le 15 octobre 2032. La clôture du placement devrait avoir lieu le ou vers le 20 novembre 2025, sous réserve des conditions de clôture habituelles. Vidéotron a l'intention d'utiliser le produit net tiré de ce placement, ainsi que l'encaisse disponible, pour financer le remboursement anticipé conditionnel de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 600,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,125 % et échéant le 15 avril 2027, et le règlement des contrats de couverture afférents.

Capital-actions

Le 6 août 2025, le conseil d'administration de la Société a autorisé le renouvellement du programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 5 000 000 actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B ») représentant environ 3,2 % des actions catégorie B émises et en circulation le 1er août 2025. Les rachats peuvent être effectués entre le 15 août 2025 et le 14 août 2026, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 8 août 2025, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2025 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Au cours des neuf premiers mois de 2025, la Société a racheté et annulé 3 740 908 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 140,0 M\$ (2 200 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 68,8 M\$ en 2024) et 217 221 actions catégorie B ont été émises à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions, pour une contrepartie totale en espèces de 6,6 M\$ (5 161 237 actions catégorie B ont été émises en 2024, à la suite du rachat des débentures convertibles).

Dividendes déclarés

Le 5 novembre 2025, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,35 \$ par action sur les actions catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 16 décembre 2025 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 21 novembre 2025. Ce dividende est désigné à titre de dividende déterminé conformément au paragraphe 89(14) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et à son équivalent provincial.

Information financière détaillée

Pour une analyse détaillée des résultats du troisième trimestre 2025 de Québecor, le lecteur peut consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés résumés de Québecor qui sont disponibles sur son site à l'adresse <www.quebecor.com/fr/investisseurs/documents-financiers> ou sur le site Internet de SEDAR+ à l'adresse <www.sedarplus.ca>.

Téléconférence des investisseurs et diffusion sur Internet

Le 6 novembre 2025, à 11 h (HNE), aura lieu une téléconférence sur les résultats de Québecor pour le troisième trimestre 2025, avec une période de questions réservée aux analystes financiers. On peut y accéder en composant le 1 800 990-4777. La téléconférence sera diffusée en direct sur le site Internet de Québecor à l'adresse <www.quebecor.com/fr/investisseurs/conferences-et-assemblee>. À cette même adresse, une version enregistrée (en anglais seulement) sera disponible jusqu'au 5 janvier 2026 pour ceux qui seraient dans l'impossibilité d'assister à cette conférence téléphonique.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent communiqué qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de Québecor dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire », ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes, ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultantes réelles et celles mentionnées dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- la fluctuation de la conjoncture économique et politique en général, les conditions des marchés financiers et économiques, les défis commerciaux mondiaux, tels que les tarifs douaniers et les barrières commerciales, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active et sa capacité à pénétrer de nouveaux marchés et à développer avec succès ses activités, y compris dans les domaines en expansion et dans de nouvelles régions géographiques ;
- la fragmentation de l'univers des médias et son impact sur le marché publicitaire et les propriétés médias de Québecor ;
- de nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires au développement du réseau de Québecor ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'incapacité à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- l'intégration en cours des activités de Freedom, acquise en 2023, qui pourrait entraîner des dépenses opérationnelles, des dépenses en immobilisations et des risques financiers supplémentaires et imprévus, tels que la comptabilisation de radiations inattendues et des passifs imprévus ou inconnus ou l'issue de litiges imprévus, et les avantages anticipés de cette acquisition qui pourraient ne pas être pleinement réalisés ou prendre plus de temps à se concrétiser que prévu ;

- les impacts des investissements importants et récurrents qui seront nécessaires pour le développement et l'expansion et pour concurrencer efficacement les entreprises de services locaux titulaires (ESLT) et les autres concurrents actuels ou potentiels dans les marchés visés par le secteur Télécommunications ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de vidéo sur demande par abonnement (VSDA) ainsi que la capacité de Québecor de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves, les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les crises de santé publique et l'instabilité politique dans certains pays ;
- les impacts liés aux enjeux environnementaux, à la cybersécurité et au maintien de la protection des renseignements personnels ;
- les changements dans la capacité de Québecor d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements (ou dans leurs interprétations) qui pourraient entraîner, entre autres, une concurrence accrue, une évolution dans les marchés de Québecor, une hausse de frais d'exploitation, de dépenses en immobilisations ou de charges fiscales, ou une réduction de la valeur de certains actifs ; et
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous référer aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedarplus.ca> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, les rubriques « Informations sur les tendances » et « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent document reflètent les attentes de la Société au 6 novembre 2025 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

À propos de Québecor

Chef de file canadien des télécommunications, du divertissement, des médias d'information et de la culture, Québecor est l'une des entreprises de communication intégrées les plus performantes de l'industrie. Portées par la volonté de faire vivre la meilleure expérience qui soit à ses clients, toutes les filiales et marques de Québecor se distinguent par une offre de produits et services de qualité, multiplateformes et convergents.

Québecor (TSX : QBR.A, QBR.B), dont le siège social est solidement implanté au Québec, emploie plus de 11 000 personnes au Canada.

Entreprise familiale fondée en 1950, Québecor a à cœur de s'impliquer activement dans sa communauté. Chaque année, elle s'investit auprès de plus de 400 organismes dans les domaines aussi essentiels que sont la culture, la santé, l'éducation, l'environnement et l'entrepreneuriat.

Visitez notre site Internet : <www.quebecor.com>

Suivez-nous sur X : <www.x.com/Quebecor>

– 30 –

Source :

Hugues Simard
Chef de la direction financière
Québecor inc. et Québecor Média inc.
hugues.simard@quebecor.com
514 380-7414

Renseignements :

Direction des communications
Québecor inc. et Québecor Média inc.
medias@quebecor.com
514 380-4572

DÉFINITIONS

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, et les impôts sur le bénéfice. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer les résultats consolidés de la Société ainsi que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte des dépenses en immobilisations et des acquisitions de licences de spectre nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte des dépenses en immobilisations, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 2**Rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	602,5 \$	585,9 \$	1 793,4 \$	1 769,5 \$
Média	23,4	14,7	14,1	16,9
Sports et divertissement	15,0	11,7	23,2	16,6
Siège social	(12,8)	(18,2)	(47,9)	(24,5)
	628,1	594,1	1 782,8	1 778,5
Amortissement	(213,6)	(232,9)	(642,7)	(706,7)
Frais financiers	(85,0)	(100,6)	(263,5)	(317,6)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(8,0)	(5,1)	(18,7)	(14,3)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	—	—	—	15,5
Impôts sur le bénéfice	(82,8)	(65,6)	(218,7)	(191,3)
Bénéfice net	238,7 \$	189,9 \$	639,2 \$	564,1 \$

Bénéfice net ajusté (auparavant le « bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation »)

La Société définit le bénéfice net ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers et la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements. Le bénéfice net ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice net ajusté pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure, puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice net ajusté est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice net ajusté peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 3 présente le rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 3**Rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net ajusté	241,6 \$	192,2 \$	653,5 \$	560,4 \$
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	—	—	—	15,5
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(8,0)	(5,1)	(18,7)	(14,3)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	2,2	1,5	8,3	5,2
Part des actionnaires sans contrôle afférent aux ajustements	0,3	0,4	1,4	3,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	236,1 \$	189,0 \$	644,5 \$	569,8 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation*Flux de trésorerie d'exploitation ajustés*

Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre). Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 4 et 5 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 4

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
BAlIA ajusté (BAlIA ajusté négatif)				
Télécommunications	602,5 \$	585,9 \$	1 793,4 \$	1 769,5 \$
Média	23,4	14,7	14,1	16,9
Sports et divertissement	15,0	11,7	23,2	16,6
Siège social	(12,8)	(18,2)	(47,9)	(24,5)
	628,1	594,1	1 782,8	1 778,5
Moins				
Dépenses en immobilisations ¹ :				
Télécommunications	(162,1)	(148,8)	(454,1)	(443,8)
Média	(2,3)	(8,2)	(6,2)	(25,4)
Sports et divertissement	(1,1)	(1,5)	(3,8)	(4,8)
Siège social	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,5)
	(165,7)	(158,8)	(464,3)	(474,5)
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés				
Télécommunications	440,4	437,1	1 339,3	1 325,7
Média	21,1	6,5	7,9	(8,5)
Sports et divertissement	13,9	10,2	19,4	11,8
Siège social	(13,0)	(18,5)	(48,1)	(25,0)
	462,4 \$	435,3 \$	1 318,5 \$	1 304,0 \$

¹ Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Dépenses en immobilisations	(165,7) \$	(158,8) \$	(464,3) \$	(474,5) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	27,4	(13,4)	(20,2)	(35,2)
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	(138,3) \$	(172,2) \$	(484,5) \$	(509,7) \$

Tableau 5

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 4	462,4	\$ 435,3	1 318,5	\$ 1 304,0
Plus (moins)				
Portion monétaire des frais financiers	(82,9)	(98,2)	(256,7)	(310,5)
Portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(4,6)	(4,6)	(23,5)	(13,5)
Impôts exigibles	(57,0)	(55,3)	(215,3)	(202,1)
Autres	1,0	(0,4)	0,8	2,4
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	97,6	110,6	253,0	72,3
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	27,4	(13,4)	(20,2)	(35,2)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation	443,9	374,0	1 056,6	817,4
Plus (moins)				
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre)	138,3	172,2	484,5	509,7
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(0,4)	–	(1,1)	(0,5)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	581,8	\$ 546,2	1 540,0	\$ 1 326,6

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 6 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 6**Ratio d'endettement net consolidé**

(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2025		31 déc. 2024	
Dettes à long terme totale¹	7 117,9	\$	7 619,7	\$
Plus (moins)				
Obligations locatives ²	398,6		409,7	
Emprunts bancaires	—		6,7	
Instruments financiers dérivés ³	(86,2)		(141,2)	
Espèces et quasi-espèces	(244,9)		(61,8)	
Dettes nettes consolidées	7 185,4		7 833,1	
Divisée par :				
BALIA ajusté sur 12 mois	2 371,8	\$	2 367,5	\$
Ratio d'endettement net consolidé	3,03x		3,31x	

¹ Exclut les frais de financement.² Passif total.³ Actif moins le passif.**Indicateur clé de rendement***Unité génératrice de revenus*

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire ainsi que le nombre de clients aux services d'accès Internet et de télédistribution. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)
(non audités)

	Trois mois terminés les				Neuf mois terminés les			
	30 septembre				30 septembre			
	2025		2024		2025		2024	
Revenus	1 405,5	\$	1 389,7	\$	4 129,0	\$	4 139,4	\$
Coûts liés au personnel	180,2		195,1		573,9		571,5	
Achats de biens et services	597,2		600,5		1 772,3		1 789,4	
Amortissement	213,6		232,9		642,7		706,7	
Frais financiers	85,0		100,6		263,5		317,6	
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	8,0		5,1		18,7		14,3	
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	-		-		-		(15,5)	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice	321,5		255,5		857,9		755,4	
Impôts sur le bénéfice (recouvrement) :								
Exigibles	57,0		55,3		215,3		202,1	
Différés	25,8		10,3		3,4		(10,8)	
	82,8		65,6		218,7		191,3	
Bénéfice net	238,7	\$	189,9	\$	639,2	\$	564,1	\$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux								
Actionnaires	236,1	\$	189,0	\$	644,5	\$	569,8	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6		0,9		(5,3)		(5,7)	
Résultat par action attribuable aux actionnaires								
De base	1,03	\$	0,81	\$	2,80	\$	2,46	\$
Dilué	1,02		0,81		2,78		2,46	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	229,3		234,3		230,2		231,9	
Nombre moyen pondéré d'actions diluées (en millions)	231,2		234,7		232,1		232,3	

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net	238,7	\$ 189,9	\$ 639,2	\$ 564,1
Autres éléments du résultat global :				
Éléments pouvant être reclassés aux résultats :				
Couvertures de flux de trésorerie :				
Gain (perte) sur évaluation des instruments financiers dérivés	0,9	(15,2)	46,9	(21,0)
Impôts différés	(1,5)	4,7	(4,0)	4,6
Perte sur conversion de participations dans des entreprises associées étrangères	(0,3)	(0,7)	(3,4)	(2,6)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux résultats :				
Régimes à prestations définies :				
(Perte) gain sur réévaluation	-	(5,7)	-	58,0
Impôts différés	-	1,5	-	(15,2)
Instruments de capitaux propres :				
(Perte) gain sur réévaluation d'instruments de capitaux propres	(6,9)	(3,8)	15,1	(0,1)
Impôts différés	0,9	0,5	(2,0)	-
	(6,9)	(18,7)	52,6	23,7
Résultat global	231,8	\$ 171,2	\$ 691,8	\$ 587,8
Résultat global attribuable aux				
Actionnaires	229,2	\$ 169,9	\$ 697,1	\$ 589,3
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6	1,3	(5,3)	(1,5)

QUÉBECOR INC.

INFORMATION SECTORIELLE

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

Trois mois terminés le 30 septembre 2025

	Télécommu- nications		Média		Sports et divertis- sement		Siège social et inter- sectoriels		Total	
Revenus	1 216,2	\$	152,1	\$	68,3	\$	(31,1)	\$	1 405,5	\$
Coûts liés au personnel	111,6		38,1		12,5		18,0		180,2	
Achats de biens et services	502,1		90,6		40,8		(36,3)		597,2	
BAlIA ajusté ¹	602,5		23,4		15,0		(12,8)		628,1	
Amortissement									213,6	
Frais financiers									85,0	
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres									8,0	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice									321,5	\$
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	131,7	\$	5,2	\$	1,2	\$	0,2	\$	138,3	\$

Trois mois terminés le 30 septembre 2024

	Télécommu- nications		Média		Sports et divertis- sement		Siège social et inter- sectoriels		Total	
Revenus	1 203,2	\$	155,1	\$	64,0	\$	(32,6)	\$	1 389,7	\$
Coûts liés au personnel	121,3		42,2		12,1		19,5		195,1	
Achats de biens et services	496,0		98,2		40,2		(33,9)		600,5	
BAlIA ajusté ¹	585,9		14,7		11,7		(18,2)		594,1	
Amortissement									232,9	
Frais financiers									100,6	
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres									5,1	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice									255,5	\$
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	161,7	\$	8,7	\$	1,5	\$	0,3	\$	172,2	\$

QUÉBECOR INC.

INFORMATION SECTORIELLE (suite)

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

Neuf mois terminés le 30 septembre 2025

	Télécommu- nications		Média		Sports et divertis- sement		Siège social et inter- sectoriels		Total	
Revenus	3 563,1	\$	491,1	\$	169,5	\$	(94,7)	\$	4 129,0	\$
Coûts liés au personnel	349,4		128,4		38,6		57,5		573,9	
Achats de biens et services	1 420,3		348,6		107,7		(104,3)		1 772,3	
BAIIA ajusté ¹	1 793,4		14,1		23,2		(47,9)		1 782,8	
Amortissement									642,7	
Frais financiers									263,5	
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres									18,7	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice									857,9	\$
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	467,2	\$	13,3	\$	3,8	\$	0,2	\$	484,5	\$

Neuf mois terminés le 30 septembre 2024

	Télécommu- nications		Média		Sports et divertis- sement		Siège social et inter- sectoriels		Total	
Revenus	3 569,6	\$	508,3	\$	156,1	\$	(94,6)	\$	4 139,4	\$
Coûts liés au personnel	366,7		134,7		34,3		35,8		571,5	
Achats de biens et services	1 433,4		356,7		105,2		(105,9)		1 789,4	
BAIIA ajusté ¹	1 769,5		16,9		16,6		(24,5)		1 778,5	
Amortissement									706,7	
Frais financiers									317,6	
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres									14,3	
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers									(15,5)	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice									755,4	\$
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	482,7	\$	21,7	\$	4,8	\$	0,5	\$	509,7	\$
Acquisition de licences de spectre	298,9		-		-		-		298,9	

¹ Le chef de la direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure du profit pour évaluer le rendement de chaque secteur. Le BAIIA ajusté est une mesure non normalisée selon les IFRS et est définie comme étant le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, la restructuration, la dépréciation d'actifs et autres, le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers et les impôts sur le bénéfice.

QUÉBECOR INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global		
Solde au 31 décembre 2023	914,6	\$ 17,4	\$ 789,1	\$ 5,8	\$ 110,8	\$ 1 837,7
Bénéfice net (perte nette)	-	-	569,8	-	(5,7)	564,1
Autres éléments du résultat global	-	-	-	19,5	4,2	23,7
Dividendes	-	-	(226,0)	-	(0,2)	(226,2)
Rachat d'actions catégorie B	(14,0)	-	(54,8)	-	-	(68,8)
Émission d'actions catégorie B	150,0	-	-	-	-	150,0
Solde au 30 septembre 2024	1 050,6	17,4	1 078,1	25,3	109,1	2 280,5
Bénéfice net (perte nette)	-	-	177,7	-	(0,3)	177,4
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(70,3)	(1,3)	(71,6)
Dividendes	-	-	(75,7)	-	-	(75,7)
Rachat d'actions catégorie B	(9,4)	-	(36,5)	-	-	(45,9)
Solde au 31 décembre 2024	1 041,2	17,4	1 143,6	(45,0)	107,5	2 264,7
Bénéfice net (perte nette)	-	-	644,5	-	(5,3)	639,2
Autres éléments du résultat global	-	-	-	52,6	-	52,6
Dividendes	-	-	(241,5)	-	(0,4)	(241,9)
Rachat d'actions catégorie B	(24,6)	-	(115,4)	-	-	(140,0)
Émission d'actions catégorie B	6,6	2,2	-	-	-	8,8
Solde au 30 septembre 2025	1 023,2	\$ 19,6	\$ 1 431,2	\$ 7,6	\$ 101,8	\$ 2 583,4

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	238,7	\$ 189,9	\$ 639,2	\$ 564,1
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations corporelles	127,9	139,4	381,4	423,3
Amortissement des actifs incorporels	52,3	62,1	164,0	190,1
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	33,4	31,4	97,3	93,3
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	-	-	-	(15,5)
Dépréciation d'actifs	3,6	1,4	5,1	11,8
Amortissement des frais de financement	2,1	2,4	6,8	7,1
Quote-part des résultats dans les entreprises associées	(0,1)	(0,7)	(8,7)	(8,5)
Impôts différés	25,8	10,3	3,4	(10,8)
Autres	0,5	(0,6)	(1,5)	(0,6)
	484,2	435,6	1 287,0	1 254,3
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités d'exploitation	97,6	110,6	253,0	72,3
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	581,8	546,2	1 540,0	1 326,6
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépenses en immobilisations	(138,3)	(172,2)	(484,5)	(509,7)
Subventions différées (utilisées) reçues pour financer les dépenses en immobilisations	(4,6)	-	10,3	37,0
Acquisition de licences de spectre	-	-	-	(298,9)
Acquisition d'entreprises	-	-	-	(7,0)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,4	-	1,1	0,5
Acquisitions de placements et autres	0,8	(17,6)	2,0	(33,0)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(141,7)	(189,8)	(471,1)	(811,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	(3,4)	3,6	(6,7)	3,0
Variation nette des facilités de crédit renouvelable, déduction faite des frais de financement	(59,4)	(163,6)	-	(380,8)
Émission de la dette à long terme, déduction faite des frais de financement	-	-	-	992,6
Remboursement de la dette à long terme	-	-	(400,0)	(825,3)
Règlement de contrats de couverture	-	-	-	163,0
Remboursement d'obligations locatives	(33,3)	(32,8)	(93,5)	(92,7)
Émission d'actions catégorie B	5,3	-	6,6	-
Rachat d'actions catégorie B	(49,3)	(41,1)	(140,0)	(68,8)
Dividendes	(80,7)	(76,2)	(241,9)	(226,2)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(220,8)	(310,1)	(875,5)	(435,2)
Variation nette des espèces, quasi-espèces et espèces affectées	219,3	46,3	193,4	80,3
Espèces, quasi-espèces et espèces affectées au début de la période	70,1	45,1	96,0	11,1
Espèces, quasi-espèces et espèces affectées à la fin de la période	289,4	\$ 91,4	\$ 289,4	\$ 91,4

QUÉBECOR INC.

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

30 septembre

31 décembre

2025

2024

Actif

Actif à court terme

Espèces et quasi-espèces	244,9	\$	61,8	\$
Espèces affectées	44,5		34,2	
Débiteurs	1 076,6		1 208,9	
Actifs liés à des contrats	107,3		139,6	
Impôts sur le bénéfice	26,6		32,6	
Stocks	400,5		440,1	
Autres éléments d'actif à court terme	180,2		185,1	
	2 080,6		2 102,3	

Actif à long terme

Immobilisations corporelles	3 270,9		3 302,7	
Actifs incorporels	3 443,1		3 486,9	
Actifs liés au droit d'utilisation	362,4		376,7	
Écart d'acquisition	2 713,4		2 713,4	
Instruments financiers dérivés	97,1		148,4	
Impôts différés	39,7		24,7	
Autres éléments d'actif	784,7		843,6	
	10 711,3		10 896,4	

Total de l'actif

12 791,9	\$	12 998,7	\$
----------	----	----------	----

Passif et capitaux propres

Passif à court terme

Emprunts bancaires	-	\$	6,7	\$
Créditeurs, charges à payer et provisions	1 048,9		1 167,0	
Revenus différés	381,5		376,7	
Subventions différées	44,5		34,2	
Impôts sur le bénéfice	77,8		46,5	
Tranche à court terme de la dette à long terme	707,1		400,0	
Tranche à court terme des obligations locatives	108,6		107,2	
	2 368,4		2 138,3	

Passif à long terme

Dette à long terme	6 379,9		7 182,2	
Obligations locatives	290,0		302,5	
Instruments financiers dérivés	10,9		7,2	
Impôts différés	839,6		814,7	
Autres éléments de passif	319,7		289,1	
	7 840,1		8 595,7	

Capitaux propres

Capital-actions	1 023,2		1 041,2	
Surplus d'apport	19,6		17,4	
Bénéfices non répartis	1 431,2		1 143,6	
Cumul des autres éléments du résultat global	7,6		(45,0)	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	2 481,6		2 157,2	
Participations ne donnant pas le contrôle	101,8		107,5	
	2 583,4		2 264,7	

Total du passif et des capitaux propres

12 791,9	\$	12 998,7	\$
----------	----	----------	----